

POLICY BRIEF SUR LES NORMES SOCIALES COMME CAUSE D'IMPUNITÉ DES VIOLENCES SEXUELLES

;

;

© 2018, RADl

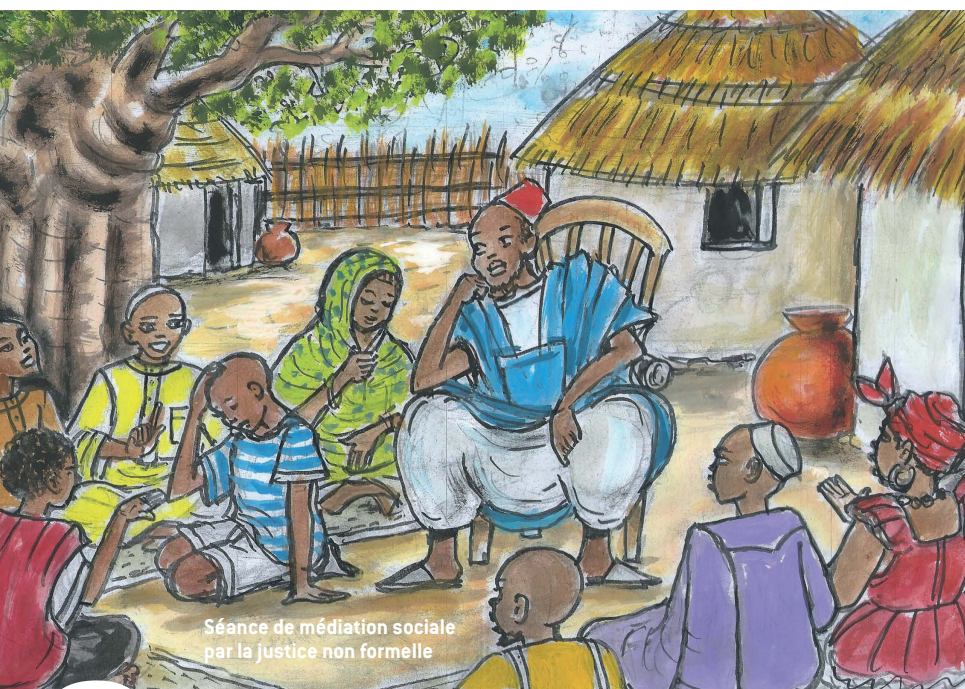


This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

IDRC Grant/ Subvention du CRDI: 108103-001-Sexual abuse and access to justice for rural women in West Africa

Les normes sociales, causes de violences sexuelles et entraves à la dénonciation en milieu rural au Sénégal



Séance de médiation sociale
par la justice non formelle



Quel est le problème

Au Sénégal, la législation pénale sanctionne toutes les formes de violences sexuelles à l'exception du viol conjugal, de la consommation du mariage forcé et de la consommation du mariage précoce au-delà de 13 ans. Pourtant, les violences sexuelles restent souvent impunies du fait de pesanteurs socioculturelles qui contraignent les victimes et leurs familles à la dissimulation.

Une recherche, conduite par le Réseau Africain pour le Développement Intégré (RADI) et soutenue par le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) du Canada, a mis en exergue l'emprise des normes sociales sur la persistance des violences sexuelles et l'impunité des auteurs.



Messages clés

- Les violences sexuelles puisent dans une large mesure leur origine dans les préjugés et stéréotypes sexistes.
- 59% des répondants considèrent la dissimulation comme étant la première réaction des victimes.
- La non dénonciation constitue à 66,3% la première entrave à l'accès à la justice.
- Du fait des pesanteurs socioculturelles, 54,6% des mères des victimes privilégieraient la dissimulation en cas de viol et s'il est suivi de grossesse, elles sont 61,5% à préférer le mariage avec l'agresseur.
- Le Ministère de la Femme, de la Famille et du Genre et la société civile doivent mener des actions conjointes pour :
 - Renforcer les capacités des femmes et filles afin qu'elles prennent davantage conscience de l'anormalité des violences subies et rompent avec la dissimulation et la non dénonciation ;
 - Sensibiliser les chefs traditionnels et autres leaders d'opinion communautaires sur la nécessité de contribuer à prévenir et dénoncer les violences sexuelles .
- Le Ministère de l'Education Nationale doit inclure dans les curricula une formation des jeunes au respect des droits des femmes et des filles.



Comment avons-nous procédé

La recherche s'est déroulée dans quatre communes réparties dans les trois départements de la région de Kolda. Elle a combiné entretiens, enquête ménage par questionnaire, revue documentaire et des registres judiciaires et a ciblé des victimes et leurs proches, des acteurs institutionnels (justice, santé, éducation), des populations et des membres d'organisations de la société civile.



Qu'avons-nous découvert ?

Le poids des pesanteurs socioculturelles sur les victimes et leurs proches, en particulier leur mère, en fait à la fois des « victimes et vectrices¹ » des violences sexuelles. Non seulement les populations perpétuent des traditions favorisant les violences sexuelles mais elles saisissent peu la justice ou préfèrent la médiation sociale et les arrangements intra-communautaires.



Les normes sociales, une cause de violences sexuelles

La recherche montre que, dans une large mesure, les violences sexuelles puisent leur source dans les idéologies et croyances relatives aux droits des hommes, notamment en matière sexuelle. Selon les répondants, les coutumes et traditions représentent 42,5% des causes de violences sexuelles.

En outre, la recherche montre que du fait du principe d'infériorité substantielle de la femme fortement ancrée dans les représentations sociales, dévalorisantes du corps féminin, un prétendant rejeté peut perpétrer un viol afin de se venger et surtout de « rétablir » son honneur d'homme.

Par ailleurs la recherche a révélé qu'en cas de viol, c'est plutôt la victime qui est stigmatisée et non pas l'auteur. Une stratégie de réparation sociale pour la victime mais surtout sa famille consiste à sceller parfois le mariage entre la victime et l'agresseur, en particulier quand celui-ci est un proche.

Le viol conjugal est aussi favorisé par les normes socioculturelles et religieuses qui voudraient qu'une femme se soumette corps et âme à son époux pour espérer engendrer des enfants bénis.

Le mariage précoce et/ou forcé et leur consommation trouvent leur fondement et leur perpétuation, malgré leur répression par la loi, dans la nécessité de préserver la famille de la fille du déshonneur par la perte de la virginité et la grossesse hors mariage.

Dans la région de Kolda, les Mutilations Génitales Féminines (MGF) / Excision continuent aussi à être pratiquées malgré leur interdiction par la loi.

¹Pour reprendre le titre de la contribution de Fary Ndao intitulée « Femmes du Sénégal, victimes et vectrices » Sud Quotidien, n°7192, jeudi 27 avril 2017, pp. 1 et 5

La dissimulation, comme réflexe chez les victimes de viol

En milieu rural koldois, la dissimulation par les victimes et leurs familles et la non dénonciation auprès des services judiciaires règnent en règle. En effet, 59% des répondants considèrent la dissimulation comme étant la première réaction des victimes et 66,3% comme l'entrave principale à l'accès à la justice pour les victimes.

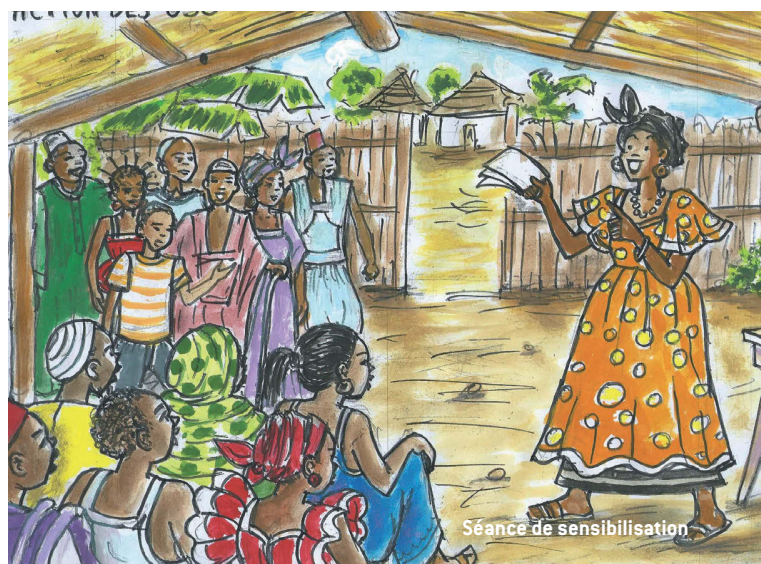
Les résultats démontrent en effet que ce sont le sentiment de honte, le déni, le risque de stigmatisation, de représailles physiques et mystiques qui contraignent les victimes à se murer dans le silence.

Les résultats montrent aussi que les femmes, en particulier les mères, instigatrices de l'omerta, jouent un rôle primordial dans la dissimulation des viols, dans la perpétuation des MGF/Excision et du mariage précoce, ceci au nom de l'honneur familial et de la pureté sexuelle.

En particulier, la recherche révèle que 54.6% des mères privilégieraient la dissimulation en cas de viol et s'il est suivi de grossesse, elles sont 61,5% à affirmer préférer le mariage avec l'agresseur.

Cependant, cette attitude des mères n'est pas toujours voulue et constitue généralement une conséquence de leur statut social et des attentes de la société à leur endroit pour inculquer des valeurs à leurs filles.

Il faut par ailleurs, noter que cette dissimulation des mères intervient au sein de la famille, c'est-à-dire avant que la violence ne soit divulguée et avant la saisine de la justice non formelle.



Primat de la médiation sociale au nom du maintien de la cohésion villageoise

Si la famille de la victime décide de dénoncer, elle se dirige en priorité vers la justice non formelle, coutumière, qui privilégie la médiation sociale à la saisine de la justice formelle. Selon les cas, elle parvient à convenir d'un arrangement financier ou à faire accepter le mariage soit à une victime de viol soit à une jeune fille hostile au mariage précoce/forcé.

La volonté de préserver la cohésion sociale communautaire prime ainsi sur la nécessité de réprimer l'acte délictueux et de réparer le préjudice physique et moral souvent indélébile subi par les victimes.

Dans ces zones où la parenté est à la fois biologique et sociale, briser cette loi communautaire devient presque mission impossible car outrepasser ce principe de la médiation sociale équivaut à s'exposer et exposer sa famille à la stigmatisation et l'exclusion sociale.

Toute dénonciation d'un cas de violence sexuelle aux services judiciaires doit au préalable avoir le consentement de cette justice coutumière.

En outre, dans cette médiation sociale, la décision du chef de village va souvent dans le sens du type de résolution souhaitée par les parents de la victime, en particulier le père et les hommes d'une manière générale. Ainsi, loin d'être répressive et dissuasive, elle reste complaisante et permissive contribuant à la désinvolture des auteurs d'agressions sexuelles de toutes sortes.

Quelles recommandations

Le Ministère de la Femme, de l'Enfant et du Genre et la société civile doivent mener des actions conjointes pour :

- Renforcer les capacités des femmes et des filles afin qu'elles prennent davantage conscience de l'anormalité des violences subies et rompent avec la dissimulation et la non dénonciation ;
- Sensibiliser les chefs traditionnels et autres leaders communautaires sur la nécessité de contribuer à prévenir et dénoncer les violences sexuelles ;
- Sensibiliser davantage les populations pour mettre fin aux croyances et pratiques sociales qui favorisent les violences sexuelles ;
- Impliquer les chefs traditionnels et leaders communautaires dans les programmes de lutte contre l'impunité des violences sexuelles ;
- Convaincre les leaders communautaires d'impliquer davantage les femmes dans la prise de décisions par la justice non formelle ;
- Soutenir davantage les ONG qui facilitent l'accès des victimes à la justice formelle.

Le Ministère de l'Éducation Nationale doit :

- Introduire dans les programmes scolaires, des enseignements sur la promotion de l'égalité des droits entre hommes et femmes et la déconstruction des stéréotypes de genre, meilleur moyen de lutter contre les inégalités et les violences.

Le Ministère de la Justice doit :

- Soutenir les Organisations de défense des droits des femmes pour former plus de parajuristes et les impliquer dans la prévention des violences sexuelles ;
- Augmenter la couverture du territoire en maisons de justice.



Pour plus d'information :

<https://www.idrc.ca/fr/project/violences-sexuelles-et-acces-la-justice-pour-les-femmes-rurales-en>

Contact :

M. Dame Sall, Secrétaire Général du RADI / ANID

Villa 97, Ngor Virage en face SV CITY, BP 12 085 Dakar - Sénégal

radi@orange.sn - www.radi-afrique.org

Crédit photographique et illustrations : RADI / ANID

Cette publication a été réalisée dans le cadre d'une recherche soutenue par le Centre de Recherches pour le Développement International du Canada (CRDI)



IDRC | CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Canada